

CSA SRA du 8 février 2024,

Mesdames et messieurs les membres du CSA Spécial Région Académique,

Comment ne pas commencer sans un mot sur **l'actualité nationale** :

- Que dire du passage éclair du Premier ministre à l'Éducation nationale qui lance des réformes tous azimuts sans dialogue social ?
- Que dire du Président de la République omnipotent qui fait de l'éducation un domaine réservé ?
- Que dire des déclarations maladroites de la nouvelle ministre qui justifie des choix personnels par la prétendue insuffisance de l'école publique dont elle a désormais la charge ?
- Que dire surtout du projet politique pour l'école avec des réformes réactionnaires ?

Bref...

Pour les lycées professionnels, le Sgen-CFDT n'était pas demandeur d'une **énième nouvelle réforme de la voie pro** et nous sommes inquiets du projet d'organisation de l'année de terminale qui nous semble inadapté et impacte les grilles horaires de l'ensemble du bac pro.

C'est pourquoi nous demandons un **moratoire sur la réforme en cours** pour inclure un vrai bilan de la transformation de la voie pro de ces dernières années. Nous avons donc appelé les personnels à la **grève le jeudi 1<sup>er</sup> février 2024**.

Un moratoire ne signifie pas un retrait car, fidèle à sa ligne de dialogue social, le Sgen-CFDT négocie avec le ministère et se félicite d'avoir obtenu **des garanties et des avancées** comme :

- le maintien des obligations réglementaires de service pour les enseignants ;
- la hausse des heures complémentaires dans les dotations ;
- l'augmentation des enseignements généraux ;
- la création de groupe de besoins en Français et en Mathématiques ;
- le calendrier des PFMP obligatoires qui reste à la main des établissements ;
- des épreuves ponctuelles décalées mi-mai et non plus en mars ;
- le maintien de la co-intervention en seconde et en première.

Mais il reste beaucoup **d'inquiétudes** au moment où les dotations globales horaires arrivent dans les établissements :

- le flou sur le contenu du module BTS de 30 heures hebdomadaires pendant 6 semaines en fin d'année scolaire ;
- une réforme de l'année de terminale qui impacte aussi la seconde et la première pro en l'absence de nouveaux moyens dédiés ;
- la diminution des heures d'enseignement professionnel ;
- le contenu de l'oral de projet ;
- la concurrence des PFMP sur les bassins d'emploi en juin avec les deux semaines de stages

obligatoires pour les 2GT ;

- les projets de carte des formations sans concertation préalable avec les personnels ;
- l'absence d'accompagnement pour les personnels impactés par la nouvelle carte des formations.

Aujourd'hui nous demandons des **arbitrages clairs** sur :

- le statut des PFMP non certificatives et des visites que devront effectuer les PLP ;
- une grille horaire du module BTS en fin de terminale ;
- une mission des inspecteurs généraux sur les référentiels de BTS.

Pour la **carte des formations pro** dans la région académique, des choix politiques ont été faits :

- choix de mettre des moyens supplémentaires dans les lycées pro. Nous continuons de le saluer.
- choix de favoriser certains secteurs géographiques et professionnels comme Dunkerque, l'hôtellerie-restauration et l'industrie. Les demandes de fermetures et de réduction de capacité faites par les établissements dans ces secteurs ont systématiquement été refusées. Ce choix doit s'accompagner d'une stratégie plus volontaire pour réussir à attirer les élèves. Nous pensons par exemple aux secondes Transitions Numérique et Énergétique avec des effectifs à la peine malgré des besoins évidents.
- choix de défavoriser d'autres secteurs comme les bac pro Agora et MRC avec 8 réductions de capacité. Nous avons beaucoup entendu parler de filières réputées non insérantes mais les chiffres donnés par la plateforme Orion ne viennent pas confirmer la mauvaise réputation de ces filières. Les élèves sortants de ces formations n'ont pas des taux de devenir moins bons que ceux sortant de filières pourtant mises en avant cette année comme PMIA.
- choix de gérer les BTS à la place vacante avec 13 fermetures ou réductions de capacité contre seulement 3 augmentations. Va-t-on vers une moindre ambition sur l'élévation du niveau de qualification pour les bacheliers pro en les incitant à une insertion rapide avec des PFMP non obligatoires gratifiées et de moindre possibilités de poursuite d'études ?
- pour le CAP nous nous félicitons de l'ouverture sous statut scolaire d'AEPE, une nouveauté dans la région académique, même si cela se fait aux dépens de 2AGA avec 7 fermetures. Par contre nous nous interrogeons sur le choix de promouvoir le CAP PSR avec 5 ouvertures alors qu'il a l'un des taux de devenir parmi les plus faibles dans la région académique.
- ces choix pour le public sont confirmés par la carte des formations du privé avec 18 réduction/fermetures en BTS contre 4 ouvertures, des bac pro MRC et Agora réduits et un établissement de Dunkerque tourné vers la mixité des publics très fortement favorisé avec 8 augmentation de capacité toutes dans le secteur industriel.

Pour la carte des formations professionnels nous demandons une **association des personnels en amont** de son élaboration et non une simple présentation une fois que les arbitrages sont en cours. Nous demandons aussi une **prise en compte de l'impact sur les personnels enseignants**, notamment en Enseignement Professionnel, pour les accompagner dans la suite de leur carrière.

Merci de votre attention.